



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°2023/PM/108

Débit de boisson

OBJET :

Ouverture d'un débit de boissons temporaire de groupe 3 – Assiette Gourmande
Place de la Mairie à POUSSAN (34560)
Mardi 11, 18 et 25 juillet 2023 de 19 heures à 23 heures

Le Maire de la Commune de Poussan, Florence SANCHEZ

VU la Loi du 05 avril 1884,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-4,

VU le Code de la Route,

VU l'article L 511-1 du code de la sécurité intérieure,

VU la demande formulée en date du 07/07/2023 par **Monsieur Jérôme PAPEROU, représentant le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Bassin de Thau, basé 60 boulevard Victor Hugo à FRONTIGNAN (34110)**, sollicitant l'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion de l' « Assiette Gourmande », place de la Mairie à POUSSAN (34560),

VU la décision du Maire n°2022-28 en date du 17 juin 2022 portant à la fixation de tarifs d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT que l'autorité peut prendre toute mesure nécessaire afin d'assurer la sécurité publique des usagers des lieux concernés,

CONSIDERANT que les agents de Police municipale de POUSSAN sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du Maire et de constater par procès-verbal les contraventions auxdits arrêtés et aux dispositions du code de la route,

ARRÊTE

Article 1er – Monsieur Jérôme PAPEROU est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire de groupe 3 pour les mardis 11/18 et 25 juillet 2023 de 19 heures à 23 à l'occasion de l'Assiette Gourmande, organisé Place de la Mairie à POUSSAN (34560),

Article 2 – Conformément à la Loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le 1er et 3ème groupe telles que le définit par l'article **L 3321-1 du Code de la Santé Publique** qui se répartissent comme suit :

- **Le Groupe 1, boissons sans alcool** (eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieure à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat),
- **Le Groupe 3, boissons fermentées non-distillées et vins doux naturels** : vin, bière, cidre, poiré, hydromel auxquelles sont joints les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs de base de vins et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne tirant pas plus de 18 degrés d'alcool pur,

Publié numériquement, le : **11/07/2023**

Article 3 – Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles du voisinage et de conduites à risques,
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs,
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme,
- Rappeler aux participants, ainsi qu'aux consommateurs, que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivie pour mise en danger de la vie d'autrui,
- Ne pas servir à une personne manifestement ivre,
- Respecter la tranquillité du voisinage,
- Respecter l'heure prescrite par l'arrêté municipal.

Article 4 – Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit de boissons temporaire.

Article 5 – Le bénéficiaire est tenu de respecter les dispositions de l'Arrêté ministériel du 09 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur, et notamment l'article 23 relatif aux activités de distribution ou de restauration, non-sédentaires et occasionnelles.

Article 6 – La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express. Elle est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 7 – Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux Lois en vigueur.

Article 8 – CARACTERE EXECUTOIRE

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte dès qu'il a été procédé à sa publication numérique (ou affichage par défaut) ou à leur notification aux intéressés, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

Madame le Maire, Monsieur le Chef de Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Balaruc-les-Bains ainsi que Monsieur Jérôme PAPEROU sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent acte.

Article 9 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Madame le Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans les deux mois suivants sa publication numérique ou notification, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

La saisine de la juridiction administrative peut s'effectuer par le biais de l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr).

Fait à Poussan,

Signé, le : 07/07/2023

Henry-Paul BONNEAU

1^{er} adjoint à la sécurité
Par délégation du Maire



Publié numériquement, le : 11/07/2023